

## **Chambre des Représentants.**

---

SÉANCE DU 22 AVRIL 1904.

---

Projet de loi portant approbation de divers contrats relatifs à des immeubles domaniaux et autorisation d'aliéner des biens de même nature.

---

### **EXPOSÉ DES MOTIFS.**

---

**MESSIEURS,**

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres législatives, en sollicitant un prompt examen, un projet de loi portant :

- 1° Approbation de 15 contrats relatifs à des aliénations et à des locations d'immeubles appartenant à l'État;
- 2° Autorisation d'aliéner des biens de même nature.

Ce projet se justifie par les considérations suivantes :

#### **I.**

La création d'une halte de chemin de fer à Birken (hameau dépendant de Montzen) a eu pour conséquence de déplacer les principales opérations douanières de la région, ce qui a nécessité le transfert à Birken du bureau des douanes établi à Montzen-village dans un bâtiment domanial.

Afin de pourvoir à l'installation du nouveau bureau et à l'habitation du comptable, l'État s'est entendu avec M. Lejeune-Frère, entrepreneur. Celui-ci s'est engagé à construire les locaux indispensables, sur un terrain acquis par lui près de la dite halte, et à transférer ensuite la propriété de l'immeuble au Domaine en échange du bâtiment susvisé, qui est devenu inutile, moyennant une soulte de 5,700 francs à charge du Trésor.

Cet échange a été réalisé par acte du 30 octobre 1901, dans lequel on a réservé l'approbation de la Législature, la valeur de l'immeuble cédé à

M. Lejeune-Frère étant de 5,500 francs, chiffre qui dépasse la limite (5,000 fr.) des pouvoirs du Gouvernement en matière d'aliénation de gré à gré (voir art. 1<sup>er</sup>, litt. B, de la loi du 16 mars 1886)

## II.

En vue d'établir une rue de 8 mètres de largeur le long de l'hôpital militaire, la ville de Termonde a sollicité l'abandon gratuit d'une bande de terrain contenant 2 ares 83 centiares 48 dix-milliaires, qui sert de chemin d'exploitation.

Le Gouvernement a cru pouvoir accueillir la requête, sous réserve de l'adhésion des Chambres législatives, eu égard au peu de valeur de la parcelle (500 francs) et à la circonstance que le Domaine est intéressé à la transformation projetée, laquelle aura pour effet de donner un accès plus facile au jardin de l'hôpital militaire.

Aux termes du contrat passé le 14 août 1902, tous les travaux de voirie seront exécutés aux frais exclusifs de la Ville, et, en cas de désaffectation de la rue, le terrain cédé fera retour à l'État.

## III.

L'élargissement à 12 mètres de la rue de Jésus, à Anvers, décrété par arrêté royal du 17 septembre 1901, nécessite l'incorporation dans la voirie urbaine d'une bande de terrain de 77<sup>m</sup>83 dépendant de l'immeuble acquis par l'État en vue de la construction d'un bâtiment des postes.

La dite bande ayant été évaluée de commun accord à 7,783 francs, la cession amiable en a été consentie à la Ville, moyennant ce prix.

## IV.

Les travaux d'amélioration du régime de la Dyle, dans la traverse de Malines, entraînent l'expropriation d'une partie du moulin à eau appartenant à M<sup>lle</sup> Marie-Joséphine-Léonie De Bontridder et consorts, ainsi que la suppression totale de la force motrice du moulin.

Une instance est actuellement pendante devant le tribunal de Malines pour fixer le montant des indemnités revenant aux intéressés du chef de la suppression de la force hydraulique.

En attendant la solution du litige, un accord est intervenu pour l'acquisition à l'amiable de la partie du moulin qui tombe dans le tracé des travaux projetés.

Aux termes de cet accord, qui a été réalisé par acte du 2 mai 1903, l'État cède aux consorts De Bontridder un immeuble domanial situé à Malines, d'une contenance de 4 ares 2 centiares.

En échange, ceux-ci abandonnent à l'État la partie de leur moulin qui est soumise à expropriation, et s'obligent à lui payer une soulte de 10,000 francs; ils renoncent, en outre, à toute indemnité tant du chef de chômage d'indus-

trie que pour se procurer l'emplacement et les locaux nécessaires à l'installation des appareils à vapeur destinés à remplacer les moteurs hydrauliques.

Un arrangement sur ces bases est à considérer comme très favorable aux intérêts du Trésor. Toutefois, la valeur estimative de l'immeuble abandonné par l'État étant de 17,000 francs, l'acte d'échange ne pourra sortir ses effets qu'après l'approbation de la Législature.

## V.

Suivant convention du 24 avril 1896, approuvée par la loi du 27 juin de la même année (*Moniteur* du 2 juillet, p. 2662), l'État a autorisé, pour un terme de nonante ans, l'établissement dans la forêt de Soignes d'une conduite d'aménée et d'un réservoir pour l'adduction, vers l'agglomération bruxelloise, des eaux potables captées dans le bassin du Bocq. La redevance due au Domaine, à titre reconnaissant de son droit de propriété, a été remplacée par l'obligation de construire un chemin d'une longueur de 1,230 mètres, dont la nécessité se faisait vivement sentir pour la vidange de la forêt.

En vue d'assurer la continuité de l'alimentation des communes desservies par la Compagnie intercommunale, il a été reconnu indispensable d'établir un second réservoir à côté du premier.

L'étendue à déboiser est de 1 hectare 71 ares; mais une contenance de 40 ares, destinée au dépôt des terres, pourra être replantée ultérieurement; les arbres à abattre resteront la propriété de l'État.

Eu égard au caractère d'utilité publique du travail, le Gouvernement a cru devoir accorder la nouvelle autorisation qui lui était demandée, à la condition que les communes intéressées remettront en bon état le chemin de vidange précité, qu'elles le prolongeront sur une longueur de 580 mètres et qu'elles assureront gratuitement l'alimentation normale en eau des étangs de la vallée dite des « Enfants noyés »; la dépense à résulter de ces diverses obligations représente largement le capital de la redevance pécuniaire qui eût pu être exigée.

L'accord a été constaté par une convention du 25 juillet 1903, qui expirera en même temps que celle de 1896.

## VI.

Depuis 1875, la ville de Lierre dispose, moyennant une redevance annuelle d'environ 50 francs l'hectare, d'anciens terrains militaires situés hors de la porte de Louvain, des deux côtés de la chaussée de Berlaer.

L'administration communale y a créé une place publique plantée d'arbres, qui sert de marché aux veaux; elle y a également établi une pompe avec puisard et canalisation, et elle a fait paver la partie qui forme l'assiette d'un tronçon de la route de Maesfort.

Sauf l'emplacement du chemin de halage le long de la Nèthe, qui doit être conservé dans le domaine public de l'État à titre de dépendance de la rivière, les parcelles sises à gauche de la chaussée de Berlaer sont susceptibles d'aliénation. Afin de les incorporer définitivement dans la voirie et d'assurer

ainsi le maintien des installations existantes, la Ville a offert 2,500 francs pour obtenir la propriété de la surface disponible, qui mesure 42 ares 98 centiares.

Le Gouvernement a consenti la vente à ce prix, bien qu'il soit inférieur à la valeur vénale. Celle-ci atteindrait 11,000 francs dans l'hypothèse, peu vraisemblable d'ailleurs, où l'on pourrait supprimer l'affectation actuelle. Au surplus, il a toujours été de règle lorsqu'il s'agissait de réaliser des destinations d'intérêt public, d'accorder des avantages pour la cession aux villes des terrains provenant du démantèlement des enceintes fortifiées.

## VII.

L'État possède à Leuze un immeuble d'une contenance de 3 ares 30 centiares, ci-devant affecté au casernement de la gendarmerie, et qui est devenu disponible par suite de l'érection d'une nouvelle caserne.

La ville de Leuze voudrait démolir les constructions existantes et incorporer le fonds dans un petit square adjacent, afin d'embellir et d'assainir le quartier, qui laisse beaucoup à désirer au point de vue de l'hygiène.

A cet effet, l'administration communale a sollicité la cession gratuite dudit immeuble, dont la valeur ne dépasse pas 6,000 francs, les constructions étant très anciennes et ayant dû être abandonnées pour cause d'insalubrité.

Tenant compte, d'une part, du but poursuivi et considérant, d'autre part, qu'il s'agit pour l'État d'un sacrifice pécuniaire peu important, le Gouvernement a cru pouvoir donner satisfaction à la ville de Leuze.

L'acte de cession gratuite a été réalisé le 23 octobre 1903, sous réserve d'approbation par la Législature.

## VIII.

L'administration communale de Gand s'est mise en rapport avec le Département des Finances et des Travaux publics afin d'obtenir la cession amiable de terrains domaniaux d'une contenance de 16 hectares 73 ares 23 centiares, situés dans la partie du territoire d'Oostacker annexée à la ville, et qui sont nécessaires pour l'extension des installations maritimes.

Ces terrains comprennent 14 hectares 51 ares 53 centiares de prairies et de marais acquis lors de la construction de l'avant-port, et sur lesquels se trouvent déposées des terres provenant du creusement de cet ouvrage; le surplus constitue presque en totalité l'assiette et les dépendances d'un tronçon détourné du chemin de fer de Wondelgem à Gand-Eecloo.

Le Gouvernement est tombé d'accord avec l'administration communale pour fixer la valeur des immeubles domaniaux à 64,500 francs, et l'acte de vente a été réalisé le 23 novembre 1903.

La Ville ayant pris possession des terrains dans le courant du mois de septembre 1902, elle paiera les intérêts du prix, au taux annuel de 3  $\frac{1}{2}$  %, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1902.

Les installations composant la superstructure de la voie ferrée (rails, signaux, clôtures, bâtiments, etc.) restent la propriété de l'État.

## IX.

L'administration communale de Duysbourg s'est adressée à l'État afin d'obtenir la cession gratuite de deux bandes de terrain domanial, d'une contenance totale de 23 ares 59 centiares, qui doivent être utilisées pour l'élargissement du chemin n° 3 reliant Duysbourg à Tervueren.

La valeur de ces deux bandes, dont une partie n'est qu'un talus improductif, ne dépasse pas 500 francs.

D'autre part, l'élargissement du chemin aura pour conséquence de faciliter l'accès aux propriétés domaniales riveraines.

Eu égard à ces considérations et au caractère d'utilité publique du projet, le Gouvernement a consenti, par acte du 29 décembre 1903, l'abandon gratuit des parcelles susvisées.

## X.

Lors de la reconstruction du pont du Val-Benoît sur la Meuse, à Liège, une emprise de 122<sup>m</sup>86 a été effectuée par l'État dans le terrain d'assiette de la rue des Six-Maisons, pour servir à l'établissement du talus de la ligne déviée du chemin de fer de Liège à Verviers.

En conséquence, l'alignement du côté opposé de cette rue doit être reculé, et celui du quai de Fragnée, qui y fait suite, doit aussi subir un changement de direction; ces nouveaux tracés nécessitent l'incorporation dans la voirie urbaine d'une parcelle de 312<sup>m</sup>98, que le service des Ponts et Chaussées a acquise dans ce but.

Par acte du 31 janvier 1904, l'État a cédé cette parcelle à la ville de Liège en échange de l'emprise de 122<sup>m</sup>86. Malgré la différence de superficie, aucune soulte n'a été stipulée au profit du Trésor, pour le motif que les modifications à apporter à la voirie sont rendues nécessaires par l'exécution d'un travail décrété et réalisé par le Gouvernement.

## XI.

La Société anonyme « Sanatoria populaires », constituée à Bruxelles en vue de la création d'établissements destinés au traitement des personnes atteintes de maladie de poitrine et qui ne disposent que de ressources modiques (voir annexes au *Moniteur* du 30 août 1902, n° 4207), a sollicité la location d'un emplacement dans une partie de la forêt de Soignes plantée de sapins, située sur le territoire de La Hulpe, pour y installer un sanatorium.

Le Gouvernement n'a pas manqué de réserver bon accueil à cette demande, et un acte de bail stipulant une durée de 99 ans a été signé le 12 mars 1904. Les terrains loués comprennent deux zones et l'assiette d'un chemin d'accès.

Les plantations qui existent dans la zone A, teinte en rouge sur le plan joint à l'acte et d'une contenance de 5 hectares 4 ares 74 centiares, sont arrivées à l'âge d'exploitation, de même que les arbres croissant dans le massif à traverser par le chemin d'accès à l'établissement. L'État vendra toutes ces plantations à son profit.

D'autre part, le contrat impose, du chef de l'occupation de la dite zone et de l'assiette du chemin susvisé, des redevances annuelles de 100 et 125 francs l'hectare, égales au revenu forestier.

Quant à la zone B, teinte en jaune sur le plan, d'une superficie de 5 hectares 82 ares 46 centiares, elle restera à l'état de forêt, la locataire n'y ayant qu'un droit de promenade pour lequel une redevance annuelle de 10 francs l'hectare est suffisante. Cependant, en cas d'extension du sanatorium, la Société pourrait louer la zone B aux mêmes conditions que la zone A.

Eu égard à la destination réservée aux terrains dont il s'agit et au but philanthropique de la Société, le Gouvernement ne doute pas de l'approbation de la Législature.

## XII.

En vue de l'agrandissement de l'Hôtel central des postes, à Anvers, le Gouvernement a conclu avec l'administration communale, le 25 mars 1904, une convention dont voici l'économie.

Il existe sous certains des immeubles acquis par l'État, un large collecteur d'égouts qu'il importe de détourner afin de prévenir de sérieux inconvénients. La Ville exécutera ce travail, estimé à 21,050 francs, entretiendra et renouvellera, au besoin, la dérivation, le tout à ses frais exclusifs.

D'autre part, la question de savoir si le lit actuel du canal souterrain appartient à l'État ou à la Ville n'a pu être élucidée d'une manière certaine; pour couper court à toute difficulté, la Ville abandonne à l'État les droits de propriété qu'elle peut avoir sur le tronçon de ce canal qui tombe dans l'emplacement de l'Hôtel des postes agrandi, soit une contenance approximative de 196 mètres carrés.

Enfin, les locaux que l'administration des postes va construire devant être établis à front du nouvel alignement du rempart du Lombard, l'État cède à la Ville une parcelle de terrain d'environ 169 mètres carrés, évaluée 25.350 francs, qui doit être incorporée dans la voie publique; l'élargissement de cette dernière sera réalisé aux frais de la caisse communale.

La convention dont il s'agit concilie les intérêts des deux parties en cause.

## XIII.

Il existe à Groenendaël, entre la route de Malines à Mont-Saint-Jean, la chaussée de Bruxelles à la Hulpe, la voie ferrée conduisant au champ de courses et la station de l'hippodrome, une parcelle boisée d'environ 10 hectares qui ne fait plus véritablement partie du massif de la forêt de Soignes, dont elle est séparée de tous les côtés.

Par sa situation à proximité de la gare du chemin de fer de Bruxelles à Namur, autant que par la beauté des sites qui l'environnent, cette parcelle se prête heureusement à l'erection d'un quartier de villas.

M. Parmentier en a demandé l'acquisition dans ce but, en offrant à titre d'échange un bloc de 31 hectares 90 ares de terre situé sur le territoire de Duysbourg, et tenant à la dite forêt, à laquelle il pourra être incorporé.

En vue de créer à Groenendaël un centre de villégiature, M. Parmentier

projette aussi la construction, en face du nouveau quartier, sur le plateau qui domine les étangs, d'un hôtel-restaurant où pourraient séjourner les touristes; il a sollicité, à cette fin, la location emphytéotique d'une étendue de 4 hectares 20 ares 31 centiares.

Par acte du 14 avril 1904, le Gouvernement a traité avec l'intéressé sur les bases essentielles suivantes, et sous réserve de ratification par la Législature.

#### 1. — *Échange.*

Après comparaison des valeurs, il a été reconnu que, pour établir l'équivalence entre les lots, la superficie du terrain boisé à céder par l'État en toute propriété devait être réduite à 7 hectares 40 ares (teinte jaune sur le plan visé à l'art 1<sup>er</sup> du contrat).

Ce terrain sera affecté à la construction de villas isolées ou accolées deux à deux, entourées de jardins, et à la création des chemins d'accès nécessaires. Il ne pourra recevoir une autre destination; les bâtisses devront être élevées à 12 mètres au moins de l'alignement de la route de Malines à Mont-Saint-Jean.

#### 2. — *Bail emphytéotique.*

L'étendue de 4 hectares 20 ares 31 centiares se divise en deux zones.

La première, de 79 ares 78 centiares (teinte bleue sur le même plan), constituera l'emplacement de l'hôtel et de ses dépendances, avec chemin d'accès à la route précitée; il est interdit de lui donner une autre affectation. L'État vendra à son profit les arbres et plantations qui y croissent.

La seconde zone, mesurant 3 hectares 40 ares 53 centiares (teinte rouge au plan), pourra être clôturée par l'emphytéote; mais celui-ci n'aura le droit d'y établir que quelques chemins de promenade, reposoirs, emplacements pour jeux d'agrément, constructions accessoires, le tout moyennant accord préalable avec l'administration forestière quant au tracé des chemins, au choix et à l'étendue des emplacements des reposoirs, etc. Dans cette zone, les plantations existantes resteront la propriété exclusive de l'État, qui les exploitera et procédera au repeuplement comme il l'entendra; les replantations par lui faites seront également sa propriété; il vendra à son profit les arbres dont l'abatage serait nécessaire pour la création des chemins, reposoirs, etc.

La redevance annuelle est fixée à 630 francs, soit 130 francs l'hectare pour toute la contenance des deux zones. Ce taux représente le revenu moyen de cette partie de la forêt; il a déjà été admis par la Législature pour l'occupation des terrains d'assiette du champ de courses de Groenendael et de l'hippodrome de Boitsfort. Dans l'espèce, le fermage ainsi établi est très rémunérateur, étant donné que la plus grande partie des 3 hectares 40 ares 53 centiares qui forment la zone de promenade entourant le terrain destiné à l'hôtel, sera conservée en nature de forêt et exploitée par l'État; il compense largement la perte que subira celui-ci par suite de l'abatage avant terme de certaines plantations.

La réalisation des projets de M. Parmentier constituera un attrait de plus

pour les abords de la capitale. D'autre part, le Trésor public y trouve son compte et la superficie de la forêt ne sera pas amoindrie.

Le Gouvernement propose, en conséquence, d'approuver le contrat dont il s'agit.

#### XIV.

En vue de la construction de la ligne de Ciney à Yvoir, le Département des Chemins de fer a conclu, le 31 décembre 1903, avec la Société anonyme des Grès, Marbres et Petits Granits d'Yvoir, une convention qui comporte, entre autres, l'abandon à la dite Société, sans paiement de la valeur, d'une parcelle de terrain contenant 3 ares 75 centiares, estimée 825 francs.

Le Gouvernement sollicite l'autorisation de réaliser cet abandon, qui ne constitue qu'un élément tout à fait accessoire du contrat et qui trouve sa compensation dans certains engagements pris par la Société.

#### XV.

Les travaux de raccordement du nouveau pont de Fragnée, à Liège, avec la rive gauche de la Meuse, nécessitent l'emprise par la Ville, dans le magasin de couchage de l'armée, de deux parcelles qui contiennent ensemble 636<sup>m</sup>44.

|                                                                                                                                                                                                                                |                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Le fonds de ces parcelles a une valeur de . . . . . fr.                                                                                                                                                                        | 19,552 16        |
| Les constructions à démolir sont estimées . . . . .                                                                                                                                                                            | 39,650 »         |
| Enfin l'exhaussement de la rue du Vieux Mayeur, prévu dans le projet à réaliser par la Ville, entraînera aux bâtiments de l'État situés à front de cette voie publique, des modifications dont le coût est arbitré à . . . . . | 20,997 25        |
| L'indemnité globale due à l'État s'élève ainsi à . . . . . fr.                                                                                                                                                                 | <u>80,199 41</u> |

En outre, la Ville devra approprier et élargir, à ses frais, le pavage de ladite rue devant l'établissement militaire, de façon à permettre l'entrée et la sortie des véhicules.

Aux termes de l'accord intervenu avec le collège échevinal, l'indemnité sera encaissée par le receveur des domaines à concurrence de fr. 19,552 16. Le surplus, soit fr. 60,647 25, servira au paiement des transformations à apporter au magasin par suite de son expropriation partielle et de l'exhaussement de la rue du Vieux Mayeur; il sera versé par l'administration communale à l'entrepreneur de ces travaux, sur le vu de déclarations établies par le commandant du génie et approuvées par M. le Ministre de la Guerre.

Le Gouvernement demande aux Chambres les pouvoirs nécessaires pour traiter sur les bases qui précèdent.

\* \* \*

Il a paru inutile d'imprimer à la suite du présent Exposé des motifs les conventions visées à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi.

*Le Ministre des Finances  
et des Travaux publics,*  
C<sup>o</sup> DE SMET DE NAEYER.



## PROJET DE LOI.

## WETSONTWERP.

**LÉOPOLD II,**

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Travaux publics, de l'Intérieur et de l'Instruction publique, de l'Agriculture, de la Guerre, et des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances et des Travaux publics présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.**

Sont approuvées les conventions suivantes :

1° Le contrat du 30 octobre 1901 par lequel M. Lejeune-Frère cède à l'État, pour le service de la douane, une maison située à Montzen, en échange d'une autre ci-devant affectée au même service, moyennant paiement par le Trésor d'une soulte de 5,700 francs ;

2° L'acte du 14 août 1902, portant cession gratuite à la ville de Termonde d'une bande de terrain mesurant 2 ares 83 centiares 48, pour la création d'une rue le long de l'hôpital militaire ;

3° La cession consentie le 17 décembre 1902, à la ville d'Anvers, au prix de 7,785 francs, d'une lisière de terrain de 77<sup>m</sup>83, à incorporer dans la rue de Jésus élargie ;

4° L'acte du 2 mai 1903, par lequel la famille De Bontridder cède à l'État partie d'un moulin à eau situé sur la Dyle, à

**LEOPOLD II,**

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën en Openbare Werken, van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, van Landbouw, van Oorlog, en van Spoorwegen, Posterijen en Telegraphen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken zal, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers aanbieden het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt :

**ARTIKEL EEN.**

Worden goedgekeurd de volgende overeenkomsten :

1° Het contract van 30<sup>en</sup> October 1901, waarbij de heer Lejeune-Frère aan den Staat, voor den toldienst afstaat, een huis gelegen te Montzen, in ruiling van een ander, dat vroeger tot denzelfden dienst was bestemd, mits opleg van wege den Staatsschat eener som van 5,700 frank ;

2° De akte van 14<sup>en</sup> Augustus 1902, houdende kosteloozen afstand aan de stad Dendermonde, van eene strook gronds metende 2 aren 83 centiaren 48, voor het aanleggen eener straat langs het militaire gasthuis ;

3° De op 17<sup>en</sup> December 1902 aan de stad Antwerpen toegestane afstand, tegen den prijs van 7,785 frank, van eenen zoomgronds van 77<sup>m</sup>83, bij de verbrede Jezusstraat in te lijven ;

4° De akte van 2<sup>en</sup> Mei 1903, waarbij de familie De Bontridder aan den Staat afstand doet van een gedeelte van eenen watermolen

Malines, cadastré section C, n° 689<sup>E</sup>, en échange de partie d'un immeuble sis en la même ville, section C, n° 688<sup>E</sup>, moyennant paiement au Trésor d'une soulte de dix mille francs et renonciation à certaines indemnités;

3° La convention du 28 juillet 1903, aux termes de laquelle les communes d'Iel-les, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode et Schaerbeek sont autorisées à établir, dans la forêt de Soignes, un second réservoir pour l'adduction, vers l'agglomération bruxelloise, des eaux potables captées dans le bassin du Bock;

6° Le contrat du 9 octobre 1903 ayant pour objet la cession à la ville de Lierre, au prix de 2,500 francs, d'un terrain de 42 ares 98 centiares sis en cette localité hors la porte de Louvain, à gauche de la chaussée de Berlaer;

7° La cession gratuite à la ville de Leuze, en vue de l'agrandissement d'un square, d'un immeuble ci-devant affecté au casernement de la gendarmerie;

8° La vente du 28 novembre 1903 à la ville de Gand, au prix de 64,500 francs, de divers terrains d'une contenance totale de 16 hectares 75 ares 23 centiares, situés dans la partie annexée du territoire d'Oostacker, et qui sont nécessaires pour l'extension des installations maritimes;

9° L'abandon gratuit à la commune de Duysbourg de deux bandes de terrain, contenant ensemble 28 ares 89 centiares, qui doivent être utilisées pour l'élargissement d'un chemin reliant Duysbourg à Tervueren;

10° L'échange sans soulte réalisé le 31 janvier 1904 entre l'État et la ville de Liège, pour la rectification des alignements de la rue des Six-Maisons et du quai de Fragnée, rendue nécessaire par suite de la reconstruction du pont du Val-Benoit sur la Meuse;

11° L'acte du 12 mars 1904 portant loca-

gelegen aan de Dyle, te Mechelen, gekadastréerd sectie C, n° 689<sup>E</sup>, in ruiling van een deel van een onroerend goed, te dier zelfde stad gelegen, sectie C, n° 688<sup>E</sup>, mits betaling aan den Staat van tien duizend frank opleg en afziening van sommige vergoedingen;

3° De overeenkomst van 28<sup>e</sup> Juli 1903, volgens welke de gemeenten Elsene, Sint-Gillis, Sint Joost-ten-Noode en Schaerbeek gemachtigd worden om in het Soniënbosch een tweeden vergaarwaterbak te doen oprichten voor het aanvoeren naar de aangrenzende gemeenten van Brussel van het drinkbaar water geleid uit het riviergebied van den Bock;

6° Het contract van 9<sup>e</sup> October 1903, hebbende tot doel den afstand aan de stad Lier, tegen den prijs van 2,500 frank, van een terrein groot 42 aren 98 centiares, gelegen te dier stad buiten de Leuvensehe poort, links van den steenweg van Berlaer;

7° De kosteloze afstand aan de stad Leuze, met het oog op de vergrooting eener square, van een onroerend goed dat vroeger tot kazerneering der gendarmerie was bestemd;

8° De verkoop van 28<sup>e</sup> November 1903 aan de stad Gent, tegen den prijs van 64,500 frank, van verschillende gronden te zamen groot 16 hectares 75 aren 23 centiares, gelegen in het ingelijfd gedeelte van het grondgebied van Oostacker, en die noodig zijn tot de uitbreiding der zeeinrichtingen;

9° De kosteloze afstand aan de gemeente Duysburg van twee strooken gronds metende te zamen 28 aren 89 centiares, die moeten dienen tot de verbreeding van eenen weg welke Duysburg met Tervueren verbindt;

10° De zonder opleg den 31<sup>e</sup> Januari 1904 tussehen den Staat en de stad Luik gedane ruiling, voor het verbeteren der rooijlijnen van de « Six maisons » straat en den « quai de Fragnée », noodig geworden tengevolge van de heropbouwung der brug « Val Benoit » over de Maas;

11° De akte van 12<sup>e</sup> Maart 1904 houdende

tion pour une durée de 99 ans, à la Société anonyme « Sanatoria populaires », d'un emplacement dans la forêt de Soignes, territoire de La Hulpe, pour la construction d'un sanatorium populaire ;

12° La convention conclue le 25 mars 1904, entre l'État et la ville d'Anvers, en vue de l'agrandissement de l'Hôtel central des postes, de la dérivation d'un canal souterrain qui traverse le terrain d'assiette des constructions à ériger, et de l'élargissement du rempart du Lombard ;

13° L'acte du 14 avril 1904, portant :

A. Cession à M. Parmentier d'une parcelle de 7 hectares 40 ares à prendre dans la forêt de Soignes, à Groenendaël, en échange de 31 hectares 90 ares de terre à Duysbourg, et sans stipulation de soulte ;

B. Bail emphytéotique au même, pour une durée de 99 ans, d'un terrain boisé de 4 hectares 20 ares 31 centiares, sis en face de la parcelle qui lui est cédée.

## ART. 2.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics est autorisé :

1° A céder à la Société anonyme des Grès, Marbres et Petits granits d'Yvoir, sans paiement de la valeur, une parcelle de terrain contenant 3 ares 75 centiares, sise sur le territoire d'Yvoir ;

2° A céder à la ville de Liège, au prix de fr. 80,199.41, deux emprises, mesurant ensemble 656<sup>m²</sup> 11, à faire dans le magasin de couchage de l'armée, pour le raccordement du nouveau pont de Fragnée avec la rive gauche de la Meuse.

La valeur des terrains empris, soit fr. 19,552.16, sera versée au bureau des domaines ; le surplus du prix, soit fr. 60,647.25, servira au paiement des transformations à apporter au magasin par

verhuring, voor eenen tijd van 99 jaar, aan de Naamlooze vennootschap « Sanatoria populaires », van een terrein in het Soniënbosch, op het grondgebied van Ter Hulpen, voor het bouwen van een volkssanatorium ;

12° De overeenkomst tusschen den Staat en de stad Antwerpen getroffen op 25<sup>en</sup> Maart 1904, met het oog op de vergroting van het Centraal Posthotel, op de afleiding van een onderaardsch kanaal loopende over het terrein dienende tot oprichting der gebouwen, en op de verbreeding van de Lombaardevest ;

13° De akte van 14<sup>en</sup> April 1904 houdende :

A. Afstand aan den heer Parmentier van een perceel groot 7 hectaren 40 centiares te nemen in het Soniënbosch, te Groenendaël, in ruiling van 31 hectaren 90 ares gronds te Duysburg, en zonder bedinging van opleg ;

B. Erfpacht aan denzelfden, voor 99 jaren duur, van een met boomen beplant terrein van 4 hectaren 20 ares 31 centiares, gelegen tegenover het hem afgestane perceel.

## ART. 2.

De Minister van Financiën en Openbare Werken wordt gemachtigd :

1° Af te staan aan de Naamlooze vennootschap der « Grès, Marbres et Petits granits d'Yvoir », zonder betaling der waarde, een op het grondgebied van Yvoir gelegen perceel gronds, groot 3 ares 75 centiares ;

2° Af te staan aan de stad Luik, tegen den prijs van fr. 80,199.41, twee perceelen eener gezamenlijke grootte van 656<sup>m²</sup> 11, te nemen in het magazijn van militair beddegoed, voor het in verband brengen der nieuwe brug van Fragnée met den linker-oever der Maas.

De waarde der genomen perceelen, 't zij fr. 19,552.16, dient gestort te worden ten kantore van domeinen ; het overige van den prijs, 't is te zeggen fr. 60,647.25, zal dienen tot betaling der veranderingen aan

suite de son expropriation partielle et de l'exhaussement de la rue du Vieux Mayeur. | het magazijn te doen ten gevolge van zijne gedeeltelijke onteigening en tot de verhooging van de « Vieux Mayeur » straat.

Donné à Stresa, le 18 avril 1904.

Gegeven te Stresa, den 18<sup>e</sup> April 1904.

**LÉOPOLD.**

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances  
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën  
en Openbare Werken,*

C<sup>te</sup> DE SMET DE NAEYER.

*Le Ministre de l'Intérieur  
et de l'Instruction publique,*

*De Minister van Binnenlandsche Zaken  
en Openbaar Onderwijs,*

**J. DE TROOZ.**

*Le Ministre de l'Agriculture,*

*De Minister van Landbouw,*

B<sup>on</sup> M. VAN DER BRUGGEN.

*Le Ministre de la Guerre,*

*De Minister van Oorlog,*

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

*Le Ministre des Chemins de fer,  
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,  
Posterijen en Telegrafen,*

**JUL. LIEBAERT.**



## Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 22 APRIL 1904.

---

Wetsontwerp tot goedkeuring van verschillende contracten betreffende onroerende domeingoederen en machtiging tot vervreemding van soortgelijke goederen.

---

### TOELICHTING.

---

MIJNE HEEREN,

Ingevolge de bevelen van den Koning, heb ik de eer aan de Wetgevende Kamers voor te leggen, met bede van prompt onderzoek, een ontwerp van wet behelzende :

- 1° Goedkeuring van dertien contracten betreffende vervreemdingen en verhuringen van aan Staat toebehoorende onroerende goederen ;
- 2° Machtiging tot vervreemding van soortgelijke goederen.

Dit ontwerp vindt zijne rechtvaardiging in de volgende beschouwingen :

#### I.

Het oprichten eener stopplaats aan den spoorweg te Birken (gehucht afhangende van Montzen) heeft voor gevolg gehad de voornaamste tolverrichtingen der streek te verplaatsen, zoodat het te Montzen-dorp in een domeingebouw gevestigd tolkantoor, naar Birken diende overgebracht te worden.

Om in de inrichting van het nieuw kantoor en in die van de woning van den boekhouder te voorzien, heeft de Staat zich verstaan met den heer Lejeune-Frère, aannemer. Deze heeft de verbintenis aangegaan om de noodige lokalen te bouwen op een door hem dicht bij de gezegde stopplaats aangekocht terrein, en daarna den eigendom van het onroerend goed aan het Domein over te maken in ruiling van hooger bedoeld onnoodig geworden gebouw, mits 5,700 frank opleg ten laste van den Staatsschat.

Die ruiling is gedaan geworden bij akte van 30<sup>n</sup> October 1901, waarin de goedkeuring der Wetgeving werd voorbehouden, aangezien de waarde van het aan den heer Lejeune-Frère afgestaan onroerend goed, 5,500 frank bedraagt, som, welke overtreft het uiterste cijfer (5,000 fr.) waarvoor de Regeering macht heeft om te handelen in zake van vervreemding uit de hand (zie art. 1, lett. B, van de wet van 16<sup>n</sup> Maart 1886).

## II.

Met het oog op het aanleggen eener straat van 8 meter breedte langs het militaire gasthuis, heeft de stad Dendermonde den kosteloozen afstand verzocht van eene strook gronds, metende 2 aren 83 centiaren 48 decimilliaren, welke tot exploitatie-weg dient.

De Regeering, onder voorbehoud van toestemming der Wetgevende Kamers, heeft gedacht het verzoek te mogen inwilligen, aangezien het perceel slechts van geringe waarde (500 frank) is en ook, daar het Domein belang heeft bij de ontworpen verandering, die voor gevolg zal hebben den toegang tot den tuin van het militaire gasthuis te vergemakkelijken.

Naar luid van het op 14<sup>n</sup> Augustus 1902 verleden contract, worden al de werken van wegenis uitgevoerd uitsluitend op kosten der Stad en, ingeval de straat niet werd aangelegd, zal het afgestaan terrein aan den Staat terugkeeren.

## III.

De verbreeding op 12 meter van de Jezusstraat, te Antwerpen, verordend bij Koninklijk besluit van 17<sup>n</sup> September 1901, vergt de inlijving bij de stadswegenis van eenen zoom gronds van 77<sup>m</sup> 88<sup>s</sup> afhangende van het onroerend goed door den Staat aangekocht tot oprichting van een gebouw voor de Posterijen.

Daar gezegde zoom, in gemeen overleg, geschat is geworden op 7,785 frank, zoo werd den afstand ervan, tegen dien prijs, aan de Stad toegestaan.

## IV.

De werken tot verbetering van het riviergebied der Dijle, in den doortocht van Mechelen, hebben tot gevolg de onteigening van een gedeelte der watermolen toebehoorende aan Mej. Maria-Josephina-Leonie De Bontridder en consoorten, alsook de volkomen wegdoening der beweegkracht van de molen.

Thans is voor de rechtbank van Mechelen een proces hangend tot bepaling van het bedrag der vergoedingen die aan de belanghebbenden verschuldigd zijn uit hoofde van de weglating der waterkracht. In afwachting het rechtsgeding afgelopen zij, is een vergelijk getroffen tot aankoop in der minne van het gedeelte der molen dat in het plan der ontworpen werken valt.

Volgens dit bij akte van 2<sup>n</sup> Mei 1903 tot stand gekomen vergelijk, wordt door den Staat aan de consoorten De Bontridder afstand gedaan van een aan

het Domein toebehoorend onroerend goed, gelegen te Mechelen, groot 4 aren 2 centiaren.

In ruiling hiervan, staan genoemde consoorten aan den Staat af, het gedeelte der molen dat onteigend dient te worden, en zij verbinden zich aan hem 10,000 frank opleg te betalen; daarenboven zien zij af van alle vergoeding, zoowel uit hoofde van arbeidsstilstand als om rede van zoeking naar eene plaats en naar lokalen noodig tot het plaatsen der stoomtoestellen die de waterbewegers dienen te vervangen.

Op die gronden mag eene minnelijke schikking beschouwd worden als gunstig voor de belangen van den Staatsschat; echter, daar de geschatte waarde van het door den Staat afgestaan onroerend goed, 17,000 frank bedraagt, zoo kan de ruilingsakte slechts kracht van uitwerking hebben na toestemming der Wetgevende macht.

## V.

Volgens overeenkomst van 24 April 1896, goedgekeurd bij de wet van 27 Juni van ditzelfde jaar (*Moniteur* van 2 Juli, bl. 26621), heeft de Staat, voor een termijn van negentig jaar, machtiging gegeven tot het leggen in het Soniënbosch van eene aanbrengingsbuis en het oprichten van een vergaarwaterbak voor het aanvoeren, naar de aangrenzende gemeenten van Brussel, van het uit het riviergebied van den Bock geleid drinkbaar water. De huurprijs aan het Domein verschuldigd wegens erkenning van zijn recht van eigendom, is vervangen geworden door de verplichting tot het aanleggen van eenen weg, 1,250 meter lang, wiens noodzakelijkheid zich ten zeerste deed gevoelen voor de ruiming van het bosch.

Opdat het mogelijk zij de door de « Compagnie Intercommunale » bediende gemeenten bij voortduring het noodige water te verschaffen, is erkend geworden dat er een tweede vergaarbak naast den eerste opgericht dient te worden.

De uit te rooien oppervlakte vergt 1 hectaar 71 aren; maar hiervan kunnen later 40 aren, welke thans tot het storten der aarde dienen, later met boomen worden beplant; de uit te hakken boomen blijven eigendom van den Staat.

Uit aanmerking van den aard van openbaar nut dat het werk bezit, heeft de Regeering gedacht de nieuw gevraagde toelating te mogen inwilligen, op voorwaarde, dat de erbij betrokken gemeenten voormelden ruimingsweg in goeden staat zullen stellen, dat zij hem met 580 meter zullen verlengen en zij de vijvers der vallei genaamd « Verdronken kinderen » kosteloos met het gewoon noodige water zullen voorzien; de uit die verschillende verplichtingen voort te spruiten uitgave vertegenwoordigt ten volle het kapitaal van den huurprijs welke gevegd kon worden.

## VI.

Sedert 1875 beschikt de stad Lier, mits eene jaarlijksche huur van ongeveer 50 frank den hectaar, over vroegere militaire gronden gelegen buiten

de Leuvensche poort, langs de twee zijden van den steenweg naar Berlaer. De gemeente-overheid heeft er eene met boomen beplante openbare plaats van gemaakt, welke tot kalvermarkt dient; zij heeft er insgelijks eene pomp met waterafloop doen oprichten en buizen doen leggen; ook heeft zij een einde der baan van Maesfort doen plaveien.

Buiten den tot trekweg langs de Nethe dienende grond, welke bij het openbaar Staatsdomein behouden dient te blijven als afhangende van de rivier, kan er tot de vervreemding worden overgegaan van de perceelen die zich links van den steenweg naar Berlaer bevinden. Om ze bepaald bij die wegenis in te lijven en het behoud der thans bestaande inrichtingen te verzekeren, heeft de stad een aanbod gedaan van 2,500 frank tot bekoming der beschikbare oppervlakte, die 42 aren 98 centiares groot is.

De Regeering heeft den verkoop voor dien prijs toegestaan, ofschoon deze beneden de verkoopwaarde blijft, die wel 11,000 frank zou bereiken indien, hetgeen overigens min waarschijnlijk is, de huidige bestemming kwam te verdwijnen.

Te meer, steeds werd aangenomen dat, wanneer het openbaar nut op het spel staat, voordeelen dienen verleend te worden bij het afstaan aan steden van gronden voortkomende van de ontmanteling der versterkte plaatsen.

## VII.

De Staat is in bezit te Leuze van een onroerend goed metende 3 aren 30 centiares, hetwelk vroeger tot kazerneering der gendarmerie diende en beschikbaar is geworden tengevolge van de oprichting eener nieuwe kazerne.

De stad Leuze zou de bestaande gebouwen willen afbreken en den grond ervan voegen bij dien van een kleine daaraan liggende square, ten einde de wijk te verfraaien en gezonder te maken, daar zij onder opzicht van gezondheid veel te wenschen laat.

Hierom heeft het gemeentebestuur den kosteloozen afstand verzocht van gezegd onroerend goed, waarvan de waarde niet meer bedraagt dan 6,000 frank, aangezien de gebouwen zeer oud zijn en zij ter oorzaak van ongezondheid verlaten zijn geworden.

Rekening houdende, eenerzijds van het betrachte doel en daar, anderzijds, de geldopoffering van wege den Staat maar gering is, zoo is de Regeering van oordeel geweest, dat zij aan den wensch van de stad Leuze mocht voldoening geven.

De akte van kosteloozen afstand werd, onder voorbehoud van goedkeuring door de Legislature, op 23<sup>de</sup> October verleden.

## VIII.

Het gemeentebestuur van Gent heeft zich met het Departement van Financiën en Openbare Werken in betrekking gesteld tot het bekomen van den afstand in der minne van domeingronden groot 16 hectaren 73 aren 23 centiares, gelegen in het bij de stad ingelijfd gedeelte van het grondgebied van Oostacker, en die noodig zijn tot uitbreiding der zeeinrichtingen.



Die gronden begripen 14 hectaren 51 aren 55 centiaren weiden en moeraslanden, aangekocht tijdens het maken der voorhaven, en waarop aarde gestort is welke voortkomt van de uitgravingen voor dit werk; het overige maakt bijna geheel en al een verlaten eind uit van den spoorweg van Wondelgem naar Gent-Eecloo en de aanhoorigheden van hetzelfde.

De Regeering en het Gemeentebestuur zijn het eens geworden om den prijs van de onroerende goederen des domeins te bepalen op 64,500 frank, en de akte van verkoop werd op 25<sup>e</sup> November 1903 verwezenlijkt.

Daar de Stad de gronden in bezit heeft genomen in den loop der maand September 1902, zal zij, van 1<sup>e</sup> October 1902 af, de interesten van den prijs betalen, op den voet van 3 ½ % 's jaars.

De toebehooren welke den bovenbouw van den ijzerenweg uitmaken (riggels, seintoestellen, afsluitingen, gebouwen, enz.) blijven den eigendom van den Staat.

## IX.

Het gemeentebestuur van Duysburg heeft zich tot den Staat gewend om den kosteloozen afstand te verkrijgen van twee strooken domeingrond, metende te samen 28 aren 59 centiaren, welke moeten dienen tot verbredening van den weg n<sup>o</sup> 3 die Duysburg met Tervueren verbindt.

De waarde dier twee strooken, waarvan een gedeelte anders niet is dan eene glooiing zonder opbrengst, overtreft geen 500 frank.

Anderzijds zal de verbredening van den weg voor gevolg hebben den toegang tot de aanliggende domeingoederen te vergemakkelijken.

Om deze redenen en ook ter wille van den aard van openbaar nut des ontwerps, heeft de Regeering, bij akte van 29<sup>e</sup> December 1903, den kosteloozen afstand van hooger bedoelde perceelen toegestaan.

## X.

Tijdens het bouwen der Val-Benoîtbrug over de Maas, te Luik, werden door den Staat 122<sup>m²</sup>86 genomen van het terrein waarop de « Six Maisons » straat is aangelegd, en zulks om te dienen tot het maken der glooiing van de van richting veranderde spoorweglijn Luik-Verviers.

Dienvolgens moet de richtingslijn van den overkant dezer straat achteruit gaan en die van de Fragnée-kaai, welke erop volgt, moet ook eene verandering van richting ondergaan; die nieuwe plans vergen de inlijving bij de stadswegen van een perceel, groot 312<sup>m²</sup>98, hetwelk, met dit doel, door den dienst van Bruggen en Wegen werd aangekocht.

Bij akte van 31 Januari 1904, heeft de Staat dit perceel aan de stad Luik afgestaan in ruiling van een perceel metende 122<sup>m²</sup>86. Ondanks het verschil van oppervlakte werd geen opleg bedongen ten bate van den Staatsschat, om rede dat de aan de wegen toe te brengen wijzigingen noodig zijn voor de uitvoering van een door de Regeering bevolen en verwezenlijkt werk.

## XI.

De naamlooze Vennootschap « Sanatoria populaires », opgericht te Brussel met het doel inrichtingen te stichten waar weinig bemiddelde borstlijders worden verpleegd (zie bijlagen van den *Moniteur* van 30 Augustus 1902, n<sup>o</sup> 4207), heeft gevraagd om in een gedeelte van het Soniënbosch een met dennen beplant perceel te huren, om er een sanatorium op te richten.

De Regeering heeft die aanvraag volgaarne ingewilligd, en op 12 Maart 1904 werd eene huurakte ondertekend waarbij eenen tijdduur van negen en negentig jaar werd bepaald. De verhuurde gronden begripen twee strooken en eenen toegangsweg.

De beplantingen welke bestaan in de strook A, die in het rood is gekleurd op het bij de akte gevoegd plan en groot is 5 hectaren 4 aren 74 centiaren, zijn gekomen tot den ouderdom van velling, evenals de boomen die groeien in het dicht gedeelte langs hetwelk de toegangsweg tot het gesticht leidt. De Staat zal al die beplantingen te zijnen bate verkoopen.

Anderzijds worden door het contract, uit hoofde der bezitneming van de gezegde strook en den bovenbedoelden weg, jaarlijksche pachten van 100 en 125 frank den hectaar opgelegd, hetgeen gelijkstaat met het boschinkomen.

Wat betreft de in het geel op het plan getinte strook B, groot 5 hectaren 52 aren 46 centiaren, deze blijft als bosch behouden, daar de huurder slechts het recht tot wandelen heeft, waarvoor een jaarlijksch pachtgeld van 10 frank den hectaar voldoende is. Moest echter het sanatorium uitbreiding krijgen, dan mag de Vennootschap de strook B in huur nemen aan dezelfde voorwaarden als de strook A.

Uit aanmerking van de bestemming der bedoelde gronden en van het menschlievend doel der Vennootschap, heeft de Regeering de verzekering dat de Wetgeving hare goedkeuring zal schenken.

## XII.

Tot vergrooting van het Centraal Posthotel te Antwerpen, heeft de Regeering, op 25<sup>n</sup> Maart 1904, met het Gemeentebestuur eene overeenkomst getroffen die hierin bestaat.

Onder verscheiden door den Staat aangekochte onroerende goederen loopt een breed hoofdkanaal dat, om ernstige bezwaren te voorkomen, afgeleid dient te worden. De Stad zal dit werk uitvoeren, hetwelk op 21,050 frank is geschat; zij zal de afleiding onderhouden en ze, desnoods hernieuwen, dit alles uitsluitend op hare kosten.

Van een anderen kant, de vraag om te weten of de thans bestaande bedding van het onderaardsch kanaal aan de Stad of aan de Regeering toebehoort, kon niet met zekerheid worden opgehelderd; tot vermindering van alle moeilijkheid, staat de Stad aan den Staat af, de rechten van eigendom welke zij kan hebben op het kanaaleinde dat valt in de door het vergroote Posthotel beslane plaats, 't is te zeggen, eene nabijkomende grootte van 196 vierkante meter.

Eindelijk, daar de lokalen welke het Postbestuur gaat oprichten met den voorgevel moeten staan op de nieuwe richtingslijn der Lombaardevest, zoo

wordt door den Staat aan de Stad afgestaan een perceel gronds van ongeveer 169 vierkante meter, geschat op 28.550 frank, hetwelk bij de openbare wegenis ingelijfd dient te worden; dezer verbreeding zal gedaan worden op kosten der gemeentekas.

Bedoelde overeenkomst is in het belang der beide betrokken partijen.

### XIII.

Te Groenendael loopt, tusschen de baan van Mechelen naar Mont-Saint-Jean, den steenweg van Brussel naar Ter Hulpen, den spoorweg die leidt naar de renbaan en het spoorstation dezer, een met boomen beplant perceel van ongeveer tien hectaren, dat werkelijk geen deel meer uitmaakt van het eigenlijk Soniënbosch waarvan het langs alle kanten gescheiden is.

Door zijne ligging in de nabijheid van het station der spoorlijn van Brussel naar Namen, evenals door het schilderachtige der omgevende landschappen, is dit perceel uiterst geschikt tot het oprichten eener wijk met lusthuizen.

De heer Parmentier heeft met dit doel den aankoop ervan gevraagd en in ruiling aangeboden eenen klomp gronds van 31 hectaren 90 aren, gelegen op het grondgebied van Duysburg en rakende gezegd bosch waarbij het ingelijfd kan worden.

Om de stedelingen in het schoone jaargetijd naar Groenendael uit te lokken, wenscht de heer Parmentier ook, tegenover de nieuwe wijk, op den heuvel vanwaar men de vijvers overziet, een hotel-restaurant te bouwen dat tot verblijf der toeristen kan dienen; hiertoe heeft hij gevraagd om eene uitgestrektheid van 4 hectaren 20 aren 31 centiaren in erfpacht te huren.

Bij akte van 14 April 1904, heeft de Regeering met den belanghebbende onderhandeld op de volgende hoofdgronden en onder voorbehoud van goedkeuring door de Legislatur.

#### 1. — *Ruiling.*

Na de waarden te hebben vergeleken, is erkend geworden dat, om aan de loten eene gelijke waarde te geven, de oppervlakte van het met boomen beplant terrein, hetwelk door den Staat in vollen eigendom wordt afgestaan, gebracht dient te worden op 7 hectaren 40 aren (gele tint op het plan bedoeld bij art. 1 van het contract).

Die grond zal dienen tot het oprichten van afgezonderde of twee aan twee aaneengebouwde villa's, met tuinen omringd, en tot het aanleggen der noodige toegangswegen; hij zal tot geene andere bestemming mogen gebruikt worden; de gebouwen moeten worden opgericht op minstens 12 meter van de richtingslijn der baan van Mechelen naar Mont-Saint-Jean.

#### *Erfpacht.*

De uitgestrektheid van 4 hectaren 20 aren 31 centiaren wordt in twee strooken verdeeld.

De eerste, groot 79 aren 78 centiaren (op hetzelfde plan in 't blauw getint), maakt de plaats uit bestemd voor het hotel en zijne afhankelijkheden, met toegangsweg tot de voormelde baan; aan die plaats mag geene andere bestemming worden gegeven en de Staat zal de erop groeiende boomen en plantgewassen te zijnen bate verkoopen.

De tweede strook, metende 3 hectaren 40 aren 53 centiaren (op het plan in 't rood getint), mag door den erfpachter worden afgesloten; laatstgenoemde mag echter niet dan eenige wandelwegen en rustplaatsen aanleggen, speelplaatsen inrichten en bijgebouwen oprichten, dit alles mits zich voorafgaandelijk met het Boschbestuur te hebben verstaan voor wat betreft het plan der wegen, den keus en de uitgestrektheid der tot rustplaats dienende plaatsen, enz.

In die strook blijven de beplantingen den uitsluitenden eigendom van den Staat, die dezelve zal behakken en doen herplanten zooals hij zal goedvinden; hij zal te zijnen bate verkoopen de boomen wier velling noodig is voor het aanleggen der wegen, rustplaatsen, enz.

De jaarlijksche huurprijs is bepaald op 650 frank, dit is 150 frank den hectaar voor gansch de uitgestrektheid der beide strooken. Dit bedrag vertegenwoordigt het gemiddeld inkomen van dit gedeelte van het bosch; het werd reeds door de Welgeving aanvaard voor de gronden welke de renbaan van Groenendaal en ook die van Boschvoorde uitmaken.

In het onderhavig geval is de aldus bepaalde pachtprijs zeer vergeldend, gegeven zijnde dat het grootste gedeelte der 3 hectaren 40 aren 53 centiaren die de wandelstrook uitmaken welke het tot hotel bestemde terrein omringen, in den staat van bosch zal worden behouden en door den Staat ontgind; hij zal ook ten overvloede het verlies vergoeden dat het bosch zal lijden tengevolge van de te vroege uithakking van sommige beplantingen.

Het tot stand brengen der ontwerpen van den heer Parmentier zal voor de omgeving der hoofdstad eene nieuwe aantrekkelijkheid uitmaken. Van een anderen kant, vindt de Staatsschat zijn profijt erbij en de uitgestrektheid van het bosch wordt niet verminderd.

Dienvolgens stelt de Regeering voor het contract, waarvan sprake, goed te keuren.

#### XIV.

Met het oog op het aanleggen der lijn Ciney-Ivoir, heeft het Departement van Spoorwegen, op 31<sup>n</sup> December 1903, eene overeenkomst getroffen met de naamlooze Vennootschap der « Grès, Marbres et Petits Granits d'Yvoir », die onder andere behelst, den afstand aan gezegde Vennootschap, zonder betaling der waarde, van een perceel gronds metende 3 aren 73 centiaren, geschat op 825 frank.

De Regeering vraagt machtiging tot verwezenlijking van dien afstand, die slechts een bijkomend bestanddeel van het contract uitmaakt en zijne vergelding vindt in sommige door de Vennootschap aangegane verbintenissen.

## XV.

De werken voor het verbinden der nieuwe brug van Fragnée, te Luik, met den linkeroever der Maas, vergen het nemen van wege de Stad, in het magazijn van militair beddegoed, van twee perceelen te samen groot 636<sup>m</sup> 41.

|                                                                                                                                                                                                                                                                     |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| De grond dier perceelen heeft eene waarde van . . . . . fr.                                                                                                                                                                                                         | 19,552 16 |
| De af te breken gebouwen zijn geschat op . . . . .                                                                                                                                                                                                                  | 39,630 »  |
| Eindelijk de verhooging van de Vieux Mayeurstraat welke voorzien is in het door de Stad uit te voeren ontwerp, zal tot gevolg hebben aan de Staatsgebouwen, welke langs dien openbaren weg gelegen zijn, wijzigingen toe te brengen die geschat worden op . . . . . | 20,997 25 |
| <hr/>                                                                                                                                                                                                                                                               |           |
| De aan den Staat verschuldigde globale vergoeding bedraagt dus . . . . . fr.                                                                                                                                                                                        | 80,199 41 |
| <hr/>                                                                                                                                                                                                                                                               |           |

Daarenboven moet de Stad, op hare kosten, vóór het militair gesticht, de bestrating in orde brengen en gezegde straat verbreedden, derwijze de in- en uitgang der rijtuigen toe te laten.

Naar luid van het met het college getroffen vergelijk, zal de vergoeding geïnd worden door den ontyanger der domeinen tot beloop van fr. 19,552.16. Het overige, 't is te zeggen fr. 60,647.25, zal dienen tot betaling der veranderingen aan het magazijn te doen ten gevolge zijner gedeeltelijke onteigening en der verhooging van de Vieux Mayeurstraat; het zal door het Gemeentebestuur aan den aannemer dezer werken worden betaald, op zien van verklaringen gestaafd door den commandant van den genie en goedgekeurd door den Minister van Oorlog.

De Regeering vraagt de noodige macht om op voormelde grondslagen te handelen.

\*.  
\* \*

Onnoodig heeft het geschenen de overeenkomsten bedoeld bij artikel 1 van het wetsontwerp te doen drukken achter deze Toelichting.

*De Minister van Financiën  
en Openbare Werken,*  
Graaf P. DE SMET DE NAEYER.

16

## PROJET DE LOI.

## WETSONTWERP.

**LÉOPOLD II,**

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Travaux publics, de l'Intérieur et de l'Instruction publique, de l'Agriculture, de la Guerre, et des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances et des Travaux publics présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

## ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les conventions suivantes :

1° Le contrat du 30 octobre 1901 par lequel M. Lejeune-Frère cède à l'État, pour le service de la douane, une maison située à Montzen, en échange d'une autre ci-devant affectée au même service, moyennant paiement par le Trésor d'une soulte de 5,700 francs;

2° L'acte du 14 août 1902, portant cession gratuite à la ville de Termonde d'une bande de terrain mesurant 2 ares 83 centiares 48, pour la création d'une rue le long de l'hôpital militaire;

3° La cession consentie le 17 décembre 1902, à la ville d'Anvers, au prix de 7,785 francs, d'une lisière de terrain de 77<sup>m</sup>285, à incorporer dans la rue de Jésus élargie;

4° L'acte du 2 mai 1903, par lequel la famille De Bontridder cède à l'État partie d'un moulin à eau situé sur la Dyle, à

**LEOPOLD II,**

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën en Openbare Werken, van Binnenlandse Zaken en Openbaar Onderwijs, van Landbouw, van Oorlog, en van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken zal, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers aanbieden het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt :

## ARTIKEL EEN.

Worden goedgekeurd de volgende overeenkomsten :

1° Het contract van 30<sup>de</sup> October 1901, waarbij de heer Lejeune-Frère aan den Staat, voor den toldienst afstaat, een huis gelegen te Montzen, in ruiling van een ander, dat vroeger tot denzelfden dienst was bestemd, mits opleg van wege den Staatsschat eener som van 5,700 frank;

2° De akte van 14<sup>de</sup> Augustus 1902, houdende kosteloozen afstand aan de stad Dendermonde, van eene strook gronds metende 2 aren 83 centiaren 48, voor het aanleggen eener straat langs het militaire gasthuis;

3° De op 17<sup>de</sup> December 1902 aan de stad Antwerpen toegestane afstand, tegen den prijs van 7,785 frank, van eenen zoomgronds van 77<sup>m</sup>285, bij de verbrede Jezusstraat in te lijven;

4° De akte van 2<sup>de</sup> Mei 1903, waarbij de familie De Bontridder aan den Staat afstand doet van een gedeelte van eenen watermolen

Malines, cadastré section C, n<sup>o</sup> 689<sup>E</sup>, en échange de partie d'un immeuble sis en la même ville, section C, n<sup>o</sup> 688<sup>E</sup>, moyennant paiement au Trésor d'une soulte de dix mille francs et renonciation à certaines indemnités;

5<sup>o</sup> La convention du 25 juillet 1903, aux termes de laquelle les communes d'Ixelles, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode et Schaerbeek sont autorisées à établir, dans la forêt de Soignes, un second réservoir pour l'adduction, vers l'agglomération bruxelloise, des eaux potables captées dans le bassin du Bocq;

6<sup>o</sup> Le contrat du 9 octobre 1903 ayant pour objet la cession à la ville de Lierre, au prix de 2,500 francs, d'un terrain de 42 ares 98 centiares sis en cette localité hors la porte de Louvain, à gauche de la chaussée de Berlaer;

7<sup>o</sup> La cession gratuite à la ville de Leuze, en vue de l'agrandissement d'un square, d'un immeuble ci-devant affecté au casernement de la gendarmerie;

8<sup>o</sup> La vente du 25 novembre 1903 à la ville de Gand, au prix de 64,500 francs, de divers terrains d'une contenance totale de 16 hectares 75 ares 25 centiares, situés dans la partie annexée du territoire d'Oostacker, et qui sont nécessaires pour l'extension des installations maritimes;

9<sup>o</sup> L'abandon gratuit à la commune de Duysbourg de deux bandes de terrain, contenant ensemble 25 ares 59 centiares, qui doivent être utilisées pour l'élargissement d'un chemin reliant Duysbourg à Tervueren;

10<sup>o</sup> L'échange sans soulte réalisé le 31 janvier 1904 entre l'État et la ville de Liège, pour la rectification des alignements de la rue des Six-Maisons et du quai de Fragnée, rendue nécessaire par suite de la reconstruction du pont du Val-Benoit sur la Meuse;

11<sup>o</sup> L'acte du 12 mars 1904 portant loca-

gelegen aan de Dyle, te Mechelen, gekadastréerd sectie C, n<sup>o</sup> 689<sup>E</sup>, in ruiling van een deel van een onroerend goed, te dier zelfde stad gelegen, sectie C, n<sup>o</sup> 688<sup>E</sup>, mits betaling aan den Staat van tien duizend frank opleg en afziening van sommige vergoedingen;

5<sup>o</sup> De overeenkomst van 25<sup>o</sup> Juli 1903, volgens welke de gemeenten Elsene, Sint-Gillis, Sint Joost-ten-Noode en Schaerbeek gemachtigd worden om in het Soniënbosch een tweeden vergaarwaterbak te doen oprichten voor het aanvoeren naar de aangrenzende gemeenten van Brussel van het drinkbaar water geleid uit het riviergebied van den Bock;

6<sup>o</sup> Het contract van 9<sup>o</sup> October 1903, hebbende tot doel den afstand aan de stad Lier, tegen den prijs van 2,500 frank, van een terrein groot 42 aren 98 centiares, gelegen te dier stad buiten de Leuvense poort, links van den steenweg van Berlaer;

7<sup>o</sup> De kosteloze afstand aan de stad Leuze, met het oog op de vergrooting eener square, van een onroerend goed dat vroeger tot kazerneering der gendarmerie was bestemd;

8<sup>o</sup> De verkoop van 25<sup>o</sup> November 1903 aan de stad Gent, tegen den prijs van 64,500 frank, van verschillende gronden te zamen groot 16 hectaren 75 aren 25 centiares, gelegen in het ingelijfd gedeelte van het grondgebied van Oostacker, en die noodig zijn tot de uitbreiding der zeeinrichtingen;

9<sup>o</sup> De kosteloze afstand aan de gemeente Duysburg van twee strookengronden metende te zamen 25 aren 59 centiares, die moeten dienen tot de verbreeding van eenen weg welke Duysburg met Tervueren verbindt;

10<sup>o</sup> De zonder opleg den 31<sup>o</sup> Januari 1904 tusschen den Staat en de stad Luik gedane ruiling, voor het verbeteren der rooijnen van de « Six maisons » straat en den « quai de Fragnée », noodig geworden tengevolge van de heropbouwning der brug « Val Benoit » over de Maas;

11<sup>o</sup> De akte van 12<sup>o</sup> Maart 1904 houdende



tion pour une durée de 99 ans, à la Société anonyme « Sanatoria populaires », d'un emplacement dans la forêt de Soignes, territoire de La Hulpe, pour la construction d'un sanatorium populaire ;

12° La convention conclue le 25 mars 1904, entre l'État et la ville d'Anvers, en vue de l'agrandissement de l'Hôtel central des postes, de la dérivation d'un canal souterrain qui traverse le terrain d'assiette des constructions à ériger, et de l'élargissement du rempart du Lombard ;

13° L'acte du 14 avril 1904, portant :

A. Cession à M. Parmentier d'une parcelle de 7 hectares 40 ares à prendre dans la forêt de Soignes, à Groenendael, en échange de 31 hectares 90 ares de terre à Duysbourg, et sans stipulation de soulte ;

B. Bail emphytéotique au même, pour une durée de 99 ans, d'un terrain boisé de 4 hectares 20 ares 31 centiares, sis en face de la parcelle qui lui est cédée.

#### ART. 2.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics est autorisé :

1° A céder à la Société anonyme des Grès, Marbres et Petits granits d'Yvoir, sans paiement de la valeur, une parcelle de terrain contenant 3 ares 75 centiares, sise sur le territoire d'Yvoir ;

2° A céder à la ville de Liège, au prix de fr. 80,199.41, deux emprises, mesurant ensemble 656<sup>m²</sup> 11, à faire dans le magasin de couchage de l'armée, pour le raccordement du nouveau pont de Fragnée avec la rive gauche de la Meuse.

La valeur des terrains empris, soit fr. 19,552.16, sera versée au bureau des domaines ; le surplus du prix, soit fr. 60,647.25, servira au paiement des transformations à apporter au magasin par

verhuring, voor eenen tijd van 99 jaar, aan de Naamlooze vennootschap « Sanatoria populaires », van een terrein in het Soniënbosch, op het grondgebied van Ter Hulpen, voor het bouwen van een volkssanatorium ;

12° De overeenkomst tusschen den Staat en de stad Antwerpen getroffen op 25<sup>e</sup> Maart 1904, met het oog op de vergroting van het Centraal Posthotel, op de afleiding van een onderaardsch kanaal loopende over het terrein dienende tot oprichting der gebouwen, en op de verbreeding van de Lombaardevest ;

13° De akte van 14<sup>e</sup> April 1904 houdende :

A. Afstand aan den heer Parmentier van een perceel groot 7 hectaren 40 centiares te nemen in het Soniënbosch, te Groenendael, in ruiling van 31 hectaren 90 aren gronds te Duysburg, en zonder bedinging van opleg ;

B. Erfpacht aan denzelfden, voor 99 jaren duur, van een met boomen beplant terrein van 4 hectaren 20 aren 31 centiares, gelegen tegenover het hem afgestane perceel.

#### ART. 2.

De Minister van Financiën en Openbare Werken wordt gemachtigd :

1° Af te staan aan de Naamlooze vennootschap der « Grès, Marbres et Petits granits d'Yvoir », zonder betaling der waarde, een op het grondgebied van Yvoir gelegen perceel gronds, groot 3 aren 75 centiares ;

2° Af te staan aan de stad Luik, tegen den prijs van fr. 80,199.41, twee perceelen eener gezamenlijke grootte van 656<sup>m²</sup> 11, te nemen in het magazijn van militair beddegoed, voor het in verband brengen der nieuwe brug van Fragnée met den linker-oever der Maas.

De waarde der genomen perceelen, 't zij fr. 19,552.16, dient gestort te worden ten kantore van domeinen ; het overige van den prijs, 't is te zeggen fr. 60,647.25, zal dienen tot betaling der veranderingen aan

suite de son expropriation partielle et de l'exhaussement de la rue du Vieux Mayeur. | het magazijn te doen ten gevolge van zijne gedeeltelijke onteigening en tot de verhooging van de « Vieux Mayeur » straat.

Donné à Stresa, le 18 avril 1904.

Gegeven te Stresa, den 18<sup>en</sup> April 1904.

**LÉOPOLD.**

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances  
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën  
en Openbare Werken,*

C<sup>te</sup> DE SMET DE NAEYER.

*Le Ministre de l'Intérieur  
et de l'Instruction publique,*

*De Minister van Binnenlandsche Zaken  
en Openbaar Onderwijs,*

J. DE TROOZ.

*Le Ministre de l'Agriculture,*

*De Minister van Landbouw,*

B<sup>on</sup> M. VAN DER BRUGGEN.

*Le Ministre de la Guerre,*

*De Minister van Oorlog,*

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

*Le Ministre des Chemins de fer,  
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,  
Posterijen en Telegrafien,*

JUL. LIEBAERT.

